

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Lecons-de-Grece-a-l-usage-d-un-internationalisme-imaginaire-et-en-vue-d-un-internationalisme-reel>

# Leçons de Grèce à l'usage d'un internationalisme imaginaire (et en vue d'un internationalisme réel)

- Empire et Résistance - Union Européenne - Grèce -  
Date de mise en ligne : lundi 6 avril 2015

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Le texte qui suit est une version à peine modifiée de l'intervention au débat organisé par le collectif [Penser l'émancipation](#) [1] à l'EHESS, le 2 avril, sur le thème « L'Etat, le capital, l'internationalisme. Leçons de Grèce », en présence de Panagiotis Sotiris, dirigeant d'Antarsya.**

Cher Panagiotis, si tu n'étais pas déjà parfaitement au courant de ce qui se passe dans la vie politique française, tu pourrais, tel un Montesquieu contemporain, rentrer chez toi et écrire de nouvelles Lettres Persanes - ou tout simplement des Lettres Hellènes. Tu y raconterais une étrange contrée, la France, où, pour une large part de la gauche se disant radicale, vouloir sortir de l'euro c'est être un fasciste en puissance, réaffirmer le principe de souveraineté démocratique contre les institutions européennes qui nous en infligent le dernier degré de dépossession, c'est être le fourrier du Front National.

### **Misère du posturalisme**

Tu témoignerais ainsi de l'apparition d'un nouveau courant de la gauche radicale, ou de la pensée internationaliste - laquelle, Dieu merci, ne s'y épuise pas - qu'on pourrait nommer le posturalisme. Comme son nom l'indique, le posturalisme a pour unique ressort la recherche des postures - avantageuses il va sans dire, et si possible bon marché, car le posturalisme est aussi régi par un robuste principe d'économie, et cherche la maximisation des bénéfices symboliques par la minimisation de l'effort intellectuel. Il s'ensuit que, de même que l'existentialisme était un humanisme, le posturalisme est un illettrisme - il ne sait pas lire : on peut lui mettre sous le nez autant qu'on veut des textes, des arguments, des mises au point, ça ne passe pas la barrière de la posture. Pour le coup *no pasaran* ! Mais ce ne sont pas les fascistes qui ne passent pas - avec de pareils opposants, ceux-là ont les meilleures chances de passer, et comme dans du beurre. Non, ce qui ne passe pas, c'est la moindre intelligence dialectique, et le moindre effort d'échapper à une désolante stéréotypie. En tout cas, mon cher Panagiotis, sache-le : tu es un fasciste. Tu veux la restauration de la souveraineté populaire ; constatant son impossibilité dans l'Union européenne, tu veux la sortie de l'euro : tu es un fasciste - je suis bien désolé, mais ici, en ce moment, c'est comme ça.

Evidemment, le problème épineux que tu poses à tous ces gens-là [2], c'est que tu n'es pas un fasciste... Tu plaides pour la souveraineté populaire grecque, tu parles de la sortie de l'euro, mais tu n'es pas un fasciste. Je peux maintenant t'avouer la raison un peu honteuse pour laquelle je suis vraiment content d'avoir ce débat ici avec toi : tu vas me servir de bouclier humain. Car il ferait beau voir que les pitres posturalistes viennent te dire à toi, toi qui arrives d'un pays en état de persécution économique, d'un pays humilié et mis en situation de crise humanitaire par notre belle Europe, que parce que tu veux en finir avec cela, parce que tu n'as pas la patience d'attendre qu'un autre euro soit possible, que l'Union européenne devienne progressiste et que les autres peuples européens enfin soulevés entrent dans les institutions bruxelloises, bref parce que tu n'as pas le goût d'attendre l'été à Noël, tu es un fasciste. Vraiment je voudrais les voir ces gens-là, ces professionnels du pharisaïsme, venir te dire en te regardant dans les yeux que vous êtes des fascistes, toi, Kouvelakis, Lapavistas et tant d'autres.

Lire aussi Pierre Rimbert, « [Dr Folamour à Athènes](#) », *Le Monde diplomatique*, avril 2015, en kiosques.

Tu mesures ici le degré de dégradation du débat intellectuel à gauche en France où, pour contrer ce torrent de bêtise, et parfois d'ignominie, qui renvoie spontanément au fascisme toute évocation de souveraineté populaire, toute perspective de se soustraire à la construction européenne qui la fait périr, pour contrer tout cela donc, il n'y a plus que le recours à des boucliers humains... Faute que toute argumentation rationnelle soit permise, il ne reste plus que la solution de présenter des personnes. Des personnes dont il est une évidence incontestable qu'elles sont au dessus de tout soupçon. Autant te le dire, je ne me résous à ce procédé que la mort dans l'âme, avec vergogne, et accablement. Mais c'est qu'on ne sait plus quoi faire pour tirer cette partie-là de la gauche de son sommeil dogmatique, lui faire voir enfin ce qu'elle refuse de voir depuis tant d'années, et qu'il devrait maintenant lui être

impossible de ne pas voir à la lumière des deux premiers mois de Syriza : non, un autre euro n'est pas possible. Si bien que les termes de l'alternative sont posés avec une rude clarté : ou bien sortir, pour enfin tenter de faire autre chose, prendre le risque d'essayer, car essayer, c'est cela le propre de la souveraineté démocratique ; ou bien continuer de crever à petit feu mais d'une mort en fait porteuse des pires renaissances qui soient : les renaissances fascistes, mais les vraies !, pas celles dont accusent les posturalistes pour mieux mettre en scène leur propre vertu - et c'est peu dire qu'en Grèce ces renaissances-là vous concernent de très près.

On se demande alors par quel comble de cécité dogmatique on pourrait vous faire le reproche de tout essayer - oui, unilatéralement, c'est-à-dire nationalement ! - pour vous soustraire à cette perspective mortifère. Et il faut vraiment avoir l'internationalisme sens dessus dessous pour s'acharner à préserver le fétiche d'une monnaie européenne au prix de la mort de toute possibilité de démocratie - on notera au passage cette cruelle ironie qu'une fraction d'un internationalisme se disant de gauche se voue désormais à la cause d'une *monnaie*... On savait que les passions aveugles pouvaient être au principe d'investissements aberrants, mais tout de même pas à ce point.

### **Les autocensures de Syriza**

Ceci étant dit, et maintenant à propos de la situation en Grèce, on hésite à tomber trop rudement sur Tsipras et Varoufakis, dont on se sent spontanément solidaire en face de la brutalité ouverte, et même du désir d'humiliation, qui transpirent de l'Eurogroupe, pour qui le véritable enjeu est de faire un exemple, en faisant mordre la poussière à toute expérience de gauche un peu radicale. Mais enfin il y a des questions politiques que la sympathie ne peut tout de même pas empêcher de poser. Car, si l'on pouvait difficilement rester insensible à l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement vraiment de gauche en Europe depuis... on ne sait même plus dire combien de temps, on pouvait tout aussi bien, et non contradictoirement, dégriser par anticipation les attentes excessives, et avertir, avant même l'élection, de l'échec programmé d'une entreprise de renégociation qui, refusant par principe toute sortie de l'euro, s'est d'emblée privée de tout levier stratégique [3].

Il faudrait alors s'interroger longuement sur cette autocensure aberrante, dont on peut d'ailleurs tirer des interprétations, et partant des conclusions, assez différentes.

La première considère que la défaite en rase campagne de Tsipras était inscrite dans la trajectoire même de Syriza qui perdait de fait toute latitude politique à partir du moment où elle décidait d'emprunter sagement la voie parlementaire. Car, on le sait, c'est là un jeu dont la grammaire institutionnelle entame d'emblée toute possibilité de rupture véritable. Comment viser le succès électoral, qui plus est en milieu médiatique hostile, sans nécessairement sacrifier en radicalité, et sans devoir repiquer à quelque degré vers le centre - en l'occurrence il s'agissait de ratisser les gros bataillons du Pasok en débandade. Or, comme souvent, soit une trajectoire politique sélectionne les leaders qui lui sont le plus adéquats, soit elle re façonne ses leaders en cours de route pour produire cette adéquation. En tout cas, en l'état actuel des choses, il semble évident - on serait presque tenté de dire : malheureusement - qu'il n'y avait pas le moindre cynisme manoeuvrier dans l'esprit de Tsipras qui, réellement, voulait, et voudrait encore, et le maintien dans l'euro et la fin de l'austérité - c'est-à-dire un cercle carré.

Dans cette première interprétation donc, c'est la logique même du parlementarisme qui produit la réduction et l'autocensure - ce que la possible arrivée de Podemos au pouvoir en Espagne à l'automne prochain devrait donner l'occasion de revérifier. Dans ces conditions en tout cas, et presque tautologiquement, toute tentative d'échapper à cette normalisation suppose de contourner l'instance normalisatrice : contre la voie parlementaire donc, la voie insurrectionnelle.

La deuxième lecture possible est moins radicale. Elle part de l'idée d'un étagement des ambitions politiques. Le renversement du capitalisme est-il à l'ordre du jour ? Rien de moins certain... En attendant, n'y a-t-il vraiment rien de significatif qui puisse être fait ? Evidemment si. Quand bien même toujours dans le capitalisme, la sortie de l'état de

persécution économique, c'est déjà quelque chose ! Or, vu de loin, on ne peut s'empêcher de penser qu'il n'aurait pas fallu grand-chose pour que la trajectoire, même parlementaire, de Syriza soit assez différente. Par exemple : l'argument des sondages indiquant une préférence majoritaire pour le maintien dans l'euro n'est d'aucune valeur politique. Si la loi de Say est inepte en économie, en politique l'offre peut sinon faire complètement la demande, du moins contribuer assez largement à la façonner. En deux ans et demi, Syriza aurait pu engager son capital politique et symbolique pour installer la sortie de l'euro dans le paysage des options disponibles. Et surtout pour en faire une menace de dernier recours, dont la fermeté d'ailleurs aurait contribué, par effet rétrograde, à crédibiliser la position grecque dans toutes les étapes de la montée en tension avec les institutions européennes. Or si l'on en croit les récits qui en ont été faits, la négociation semble avoir vu la partie grecque redouter la sortie de l'euro bien plus que le camp d'en face ! - inutile de dire que, dans ces conditions, l'affaire était pliée avant même d'avoir commencé...

### **Impuissance de l'internationalisme imaginaire**

L'est-elle définitivement ? Les trois mois qui nous séparent de la renégociation de juin pourraient-ils faire ce qui n'a pas été fait en deux ans et demi ? Tel est bien l'enjeu stratégique d'une fenêtre historique qui ne se rouvrira pas de sitôt - et ceci à moins qu'un accident financier intermédiaire d'ici juin, dont la probabilité va d'ailleurs croissant chaque jour, ne vienne décider d'une issue dont Tsipras n'aura pas voulu décider lui-même. En tout cas, si la gauche critique européenne, et surtout française, avait deux sous de pertinence, elle prendrait d'abord la mesure de l'abysmale erreur qui aura consisté à rêver pouvoir changer les institutions européennes de l'intérieur. Et puis elle en tirerait quelques leçons élémentaires.

Premièrement, ces institutions ne laissent que le choix d'être souffertes, ou détruites, ou quittées - et rien d'autre.

Deuxièmement, la tâche des trois mois qui viennent est idéologique : il s'agit de peser sur la courte majorité interne de Syriza pour l'amener à cette idée qu'elle n'évitera la défaite historique, totale, et définitive, qu'en préparant dès maintenant, politiquement et matériellement, la sortie de l'euro, c'est-à-dire la reprise en mains par le pays de son propre destin, en rejetant catégoriquement tout ce qui l'en dépossède.

Et, *ce faisant*, en devenant un exemple pour tous les autres peuples européens - car c'est *cela* le commencement de l'internationalisme réel, de l'internationalisme concret. Malheureusement, le *jacquattalisme*, cette doctrine qui pose que puisque les problèmes sont mondiaux, les solutions doivent l'être également, est un schème mental dont l'emprise s'étend bien au-delà des secteurs néolibéraux où il a d'abord été formé. La social-démocratie molle de l'impôt mondial, par exemple, en est une parfaite représentante. Mais tout autant, et pour le coup le paradoxe est plus cruel, une certaine forme d'internationalisme révolutionnaire qui condamne d'emblée toute tentative dans un seul pays, et préfère attendre l'arme au pied la synchronisation planétaire de toutes les révoltes avant d'envisager quoi que ce soit.

Au moins les grands libéraux, qui ont assez souvent l'intelligence du cynisme, doivent-ils bien rire quand ils ont réussi à faire avaler à quelques gogos sociaux-démocrates que pour résoudre les problèmes de la mondialisation, il suffit d'attendre la mondialisation des solutions. Jacques Attali nous annonce ainsi régulièrement l'avènement du gouvernement mondial qui viendra réguler les petits excès de la finance, du libre-échange, etc., un message sans doute plein d'espoir, mais dont l'implicite est tout de même qu'il faut nous faire à l'idée de l'avoir profond encore un moment.

Le cas de cet internationalisme révolutionnaire auquel je pense est plus grave : il a lui-même tamponné son propre passeport pour l'impuissance. Car quoique procédant d'intentions diamétralement opposées à celles du *jacquattalisme* princeps, là aussi il va falloir attendre un moment, si bien que l'un et l'autre, aussi antithétiques soient-ils par ailleurs, ont formellement en commun d'être de longues patientes de la convergence mondiale.

En réalité les actions révolutionnaires concrètes se moquent bien de ces présupposés dogmatiques. La plupart du temps, elles naissent sans avoir demandé l'autorisation ni des révolutionnaires professionnels ni des intellectuels internationalistes. Elles naissent localement, c'est-à-dire nationalement, et pour une raison toute simple, et entièrement pratique : sauf aux yeux des activistes polyglottes à plein temps, cette internationale étroite du capital culturel voyageur, le renversement d'un ordre institutionnel demande un intense travail de préparation du terrain et une *densité* d'interactions politiques - débats, réunions, rencontres, actions - qui, *en pratique*, ne se rencontrent que dans un cadre local, national - dont la première caractéristique est tout de même d'offrir une communauté linguistique, c'est-à-dire la communauté de débat politique la plus simplement accessible...

### **Pour un internationalisme réel**

C'est en général le moment où de pénétrants esprits viennent expliquer que « le national n'étant pas international, la révolution va se trahir à s'enfermer derrière de hauts murs », etc. Il faudrait, par exemple, reprendre l'histoire de la Commune pour faire litière de ce genre d'imbécillités. Et je voudrais pour ce faire m'aider du livre passionnant de Kristin Ross [4], même s'il me semble montrer une Commune reconstruite qui n'est pas exactement la Commune réelle. Car la Commune n'est pas *d'abord* une insurrection internationaliste. Elle commence même comme un soulèvement en grande partie patriotique-national. Mais le propre de ce *processus* qu'est la Commune, c'est qu'il va modifier sa nature dans le cours même de son effectuation. En chemin, la Commune liquide la part patriotique de ses commencements pour devenir intégralement une révolution sociale à portée universelle. D'une certaine manière Kristin Ross se fait alors à elle-même sa meilleure objection au travers de son évocation d'Elisée Reclus, dont je crois qu'on pourrait faire un personnage représentatif : à l'origine partisan classique de la République classique, la République républicaine si l'on veut, Elisée Reclus est dégoûté par la trahison des républicains de cette farine et devient un militant de la République universelle à€” comme un témoignage en personne de la nature évolutive du processus auquel il participe.

Mais jusqu'où pouvait-elle aller, *en pratique*, cette République universelle ? Commencée sur une base nationale, et même locale, mais dépassant le localisme de ses origines, elle attire à elle, de toute l'Europe, des individus qui perçoivent distinctement que « Français » n'est pas la qualité pertinente pour se sentir concerné par ce qui est en train de se passer, et pour avoir envie de s'y joindre activement. Cependant, si la Commune, en son devenir, acquiert l'essence d'une insurrection internationaliste, en pratique elle ne l'est que marginalement au-dedans - et au dehors pas du tout. Elle reste une insurrection dans un seul pays. Elle s'est déclenchée dans un seul pays, et a lutté dans un seul pays - sans attendre ! il est vrai qu'à cette époque, l'internationalisme n'a pas encore pris sa forme et son impuissance dogmatiques.

Quelles seraient alors les coordonnées d'un internationalisme bien compris, d'un internationalisme qui serait moins rêvé que réel ? Par exemple celles-ci :

- 1. Tout ce qui vient décentrer les individus de leur particularisme national est bon à prendre. Dans ce « bon à prendre », le meilleur est à trouver dans les luttes d'émancipation anti-capitalistes et dans tout ce qui, oui, les intensifie par le tissage de leurs solidarités internationales.
- 2. Les soulèvements n'en naissent pas moins localement, dans des milieux nationaux, parce que ce sont les plus à mêmes de voir l'activité politique passer ses seuils de densité critique.
- 3. Il n'en est pas moins vrai qu'il n'est de révolution progressiste qu'à visée universelle, donc comme adresse à l'humanité générique, donc internationaliste par destination. Une telle adresse est par soi un appel à tous ceux qui s'y reconnaîtront, sans égard pour leur appartenance nationale.
- 4. Mais dans quelle mesure cet appel sera-t-il entendu ? Combien de non-nationaux rejoindront-ils *effectivement* l'action révolutionnaire là où elle vient de naître ? C'est une question dont la réponse est

largement indéterminée a priori. Mais enfin il serait prudent à son propos de ne pas trop se raconter d'histoires...

- 5. A défaut, combien d'autres pays emboîteront ils le pas à celui qui a montré la voie ? On ne sait pas davantage. On sait cependant qu'il y a peu de chance que le mûrissement des conjonctures nationales soit synchronisé.
- 6. Le pays qui s'est engagé en premier ferait-il alors mieux d'attendre la Grande Coordination Internationaliste ? A ce compte-là, il ne se produira jamais rien, nulle part. Heureusement, dans le pays où ça se passe, les gens s'en foutent. En réalité, ils ne se posent même pas la question.

### Souveraineté et autoposition

Rendu en ce point la question du national et de l'internationalisme vient inévitablement se nouer à celle de la souveraineté. Et là encore au risque des mêmes réflexes sans réflexion, puisque le posturalisme tient beaucoup à établir, comme il se doit, que souveraineté = fascisme. Si c'est une entreprise sans espoir que d'expliquer aux esprits les plus bornés la profonde inanité de ce court-circuit - au regard même des idées qu'ils disent pourtant défendre ! -, la question est d'intérêt suffisamment général pour mériter d'y revenir. Et d'abord en rappelant que, dans son concept pur, la souveraineté n'est pas autre chose qu'un *décider en commun*. Poser que nous décidons en commun, c'est faire déclaration de notre être souverain, c'est donner une réalisation au principe de souveraineté - on se demande bien d'ailleurs quelle conception alternative de la politique on pourrait opposer à celle-là ; s'il s'en fait connaître une on aimerait vraiment en découvrir les termes...

En tout cas il faut partir de cette prémisse pour comprendre que, *dans son concept*, la question de la souveraineté n'est pas la question nationale - même si, à l'évidence, c'est aujourd'hui l'Etat-nation qui est la forme historique dominante de réalisation du principe.

Conceptuellement parlant donc, la question de la souveraineté n'est *pas* la question nationale, ou alors sous une redéfinition - mais tautologique - de la nation, précisément comme la communauté souveraine. Tautologie très productive en fait puisque elle nous conduit, entre autres, à une redéfinition *contributive* de la nation. Qu'est-ce que la nation dans ces nouvelles coordonnées ? C'est une collectivité régie, non par un principe d'appartenance substantielle, mais par un principe de *participation* - de participation à une forme de vie. Dans ces conditions, la souveraineté ne se définit pas par une identité collective pré-existante, mais par la position commune d'objectifs politiques. C'est cette affirmation de principes, qui est en soi affirmation d'une forme de vie, qui *fait* la communauté autour de soi, c'est-à-dire qui invite tous ceux qui s'y reconnaissent à la rejoindre - et à y contribuer : à y appartenir en y contribuant.

Mais il ne faut pas s'y tromper : ceci reconstituera un groupe fini. Et même un groupe fermé ! Fermé à tous ceux qui n'adhèrent pas à cette forme de vie. Un reportage récent sur la communauté Longo Mai [\[5\]](#) ramène une parole très caractéristique, et même hautement symptomatique : « *ici, c'est pas pour tout le monde* », déclare un membre de la communauté. On pourrait, on devrait même, s'étonner de ce qui ne peut être lu autrement que comme une parole d'exclusion. Mais, d'un certain point de vue, une parole d'exclusion légitime, relativement à l'affirmation de *cette* forme de vie. Qui se révèle ici, par soi, un principe de clôture, au moins relative.

On pourrait considérer également le Chiapas comme très représentatif de cette logique : le Chiapas est une nation. Mais une nation qui a dépassé l'indigénat des origines pour se porter au stade du pour-soi, une nation consciente et conscientisée par la position explicite - c'est-à-dire souveraine - de ses principes politiques, qui, *en tant que tels*, débordent les anciennes nations, les nations de l'en-soi, simplement consolidées dans et par l'imaginaire substantialiste des origines.

Rien de ceci, donc, n'abolit ni la nation, ni l'appartenance, mais en produit un profond remaniement. Un remaniement qui est un progrès en raison, puisqu'il exprime une plus grande conscience, un affranchissement des emprises passionnelles imaginaires, celles des passés mythiques et mythiquement reconstruits, à quoi va venir se substituer un supplément d'auto-position réfléchi. Non pas la nation substance : la nation politique.

Si donc on veut bien se donner la peine d'y réfléchir deux secondes, la souveraineté, c'est cela ! Evidemment les situations historiques réelles ne nous donnent jamais à voir les concepts sous leur forme pure - les concepts ne se donnent à voir que sous l'altération de leurs réalisations historiques concrètes. Au demeurant, le paysage de la souveraineté est toujours fragmenté et multiscaire : il y a de la souveraineté partielle à toutes les échelles, et à des degrés variables. Le cas de la Grèce, sous ce rapport, est typique, et ceci d'autant plus que la destruction de l'Etat social a conduit à une multitude d'initiatives locales d'auto-réorganisation : cantines communes, jardins collectifs, dispensaires autogérés, etc. - la souveraineté, c'est aussi cela.

Mais ça n'est pas que cela... et ça ne peut pas l'être. Car il y aura nécessairement une composition de toutes les souverainetés locales et partielles en une totalité souveraine de rang supérieur, qui en l'occurrence s'appelle la Grèce. Sans doute la souveraineté grecque, comme celle de tous les autres pays en fait, reste-t-elle marquée par la forme nationale classique, avec tous ses reliquats d'imaginaire substantialiste. Mais l'épreuve de la crise en a aussi indiscutablement augmenté la teneur d'autoposition politique - le clair rejet de l'austérité européenne, c'est bien une affirmation positive de souveraineté !

### **Non pas la communauté substantielle mais la nation politique**

Décidément la Grèce d'aujourd'hui est un laboratoire. Un laboratoire de pratiques, mais aussi, du point de vue de l'analyse, une sorte de bain photographique, un révélateur qui éclaire les pensées, et surtout les impensés de la gauche radicale. Que nous montre en effet la Grèce - et ceci par-delà même toutes les probabilités d'échec du processus initialement rêvé par Syriza ? Quel spectacle la Grèce nous offre-t-elle qui devrait quand même donner un peu à penser aux militants de l'altèreuropéisme et de l'internationalisme imaginaire ?

La Grèce nous montre d'abord que l'Union européenne a maintenant acquis la seconde nature d'une entité entièrement et irrémédiablement néolibérale, et qu'on ne lui fera passer cette seconde nature qu'en la faisant passer elle-même de vie à trépas - je redis les termes de l'alternative : la souffrir, la détruire, ou la fuir. En attendant, cette Union européenne, elle, est bien décidée à faire la peau à toute expérience qui la contredirait - terrible leçon de choses tout de même pour tous les naïfs qui rêvaient d'une transformation de l'euro de l'intérieur et par la force de la démocratie.

La Grèce nous montre cela, mais elle nous montre surtout autre chose. Elle nous montre un corps politique qui, de son propre mouvement, y va tout seul. Un corps politique, de son propre mouvement : c'est la souveraineté. Qui y va tout seul : en l'occurrence, et contrairement aux apparences, c'est l'internationalisme réel, puisqu'il est évident que ce qui se passe en Grèce a une portée largement extranationale : ce qui se passe en Grèce nous concerne, nous requiert, et devrait nous induire - c'est cela l'internationalisme concret.

Si donc la vraie gauche voulait un instant se défaire de ses fétiches intellectuels (dans le meilleur des cas) et de ses postures avantageuses (dans le pire), elle s'interrogerait elle-même sur cette bizarrerie qui l'a conduite à la célébration d'une forme d'internationalisme qui n'existe pas et à la détestation d'une souveraineté qui elle existe - et la concerne très directement : la souveraineté du « décider en commun », constitutive et institutrice d'une forme de vie, dont la définition, proprement politique, ne fait pas acception des nations présentes... et ceci quoique elle naîtra nécessairement des nations présentes, mais, plus encore, quoique elle ne fera pas autre chose que donner une nouvelle forme historique à la nation, non pas la forme de la communauté substantielle, mais la forme de l'autoposition consciente, c'est-à-dire la forme de la nation proprement politique, cette forme qui fraye péniblement

## Leçons de Grèce à l'usage d'un internationalisme imaginaire (et en vue d'un internationalisme réel)

ses voies dans l'histoire depuis maintenant deux siècles, la nation de la Convention, la nation de Robespierre si l'on veut, qui, ouverte à tous les vents, n'avait pourtant pas peur de s'appeler « nation », et n'en pas moins été un moment historique de l'émancipation. Encore un effort donc : un autre internationalisme est possible !

Frédéric Lordon pour [La pompe à phynance](#)

[La pompe à phynance](#) Les blogs du *Diplo*. Paris, 6 avril 2015.

---

[1] Mes remerciements vont en particulier à Stella Magliani-Belkacem et Félix Boggio-Ewanjée-Epée pour l'organisation de ce débat. En vidéo ci-dessous : « [Frédéric Lordon & Panagiotis Sotiris : L'État, le capital, l'internationalisme. Leçons de Grèce](#) »

[2] Il devrait être inutile de préciser que la controverse de l'internationalisme a en soi toute sa légitimité. C'est à certaines manières de la conduire qu'on pense ici. En toute rigueur, il faudrait citer et dire qui l'on vise. Mais on ne se résout pas à apporter quelque supplément publicitaire à des entreprises posturales qui pratiquent déjà essentiellement le vertuisme publicitaire. Et dont certaines n'attendent des polémiques que les bénéfices publicitaires.

[3] Voir « [L'alternative de Syriza : passer sous la table ou la renverser](#) », La Pompe à Phynance, *Le Monde Diplomatique*, 17 janvier 2015.

[4] Kristin Ross, *L'imaginaire de la Commune*, La Fabrique, 2015.

[5] Jade Lindgaard, « [La ferme des radicaux](#) », Mediapart, 26 février 2015.